



Deuxième partie

Quelques intellectuels

Chapitre 7 - MACHIAVELL

fondateur de la science politique

sert-il mieux à comprendre une campagne électorale ... ?

Quelles sont selon Machiavel (16ème siècle) les caractéristiques du discours politique ? N'y a-t-il pas toujours une grande distance entre ce que Machiavel appelle « le Palais » (la classe politique, l'establishment, etc.), et le peuple des sujets d'hier et des citoyens d'aujourd'hui ? Pourquoi ?

Le discours doit-il trahir la réalité ? Dans une démocratie, est-il possible d'être machiavélien ? ... ou « machiavélique » ? Le grand auteur italien peut-il nous aider à comprendre le langage d'une campagne électorale d'aujourd'hui ?

Nous raconterons brièvement la vie politique de Machiavel, et verrons pourquoi et comment il se propose de connaître de façon « scientifique » le fonctionnement d'un État.

L'analyse de quelques textes (dont le chapitre XVIII du *Prince*) permettra de mieux saisir ce qu'il y a d'essentiel dans sa pensée et de rendre plus lisible la structure du discours politique d'aujourd'hui.



Florence : le bûcher de Savonarole

Vie de Niccolò Machiavelli

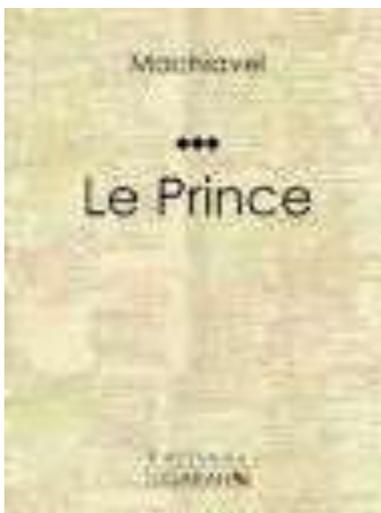
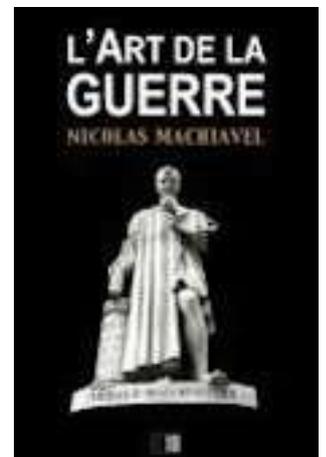
- 1469 (3 mars)** - Naissance de Nicolas Machiavelli, troisième fils de Bernardo dei Machiavelli (1432-1500), homme de loi et de Bartolomea Nelli (1441-1496). Ferdinand d'Aragon épouse Isabelle de Castille en octobre. Après la mort de Piero de' Medici, son fils Lorenzo de' Medici arrive au pouvoir.
- 1476** - Nicolas se rend à l'école pour la première fois, il étudie le latin sur l'édition abrégée de la grammaire de Donat, auteur latin du IV^e siècle. De nombreux auteurs latins figurent dans la bibliothèque paternelle.
- 1478** (26 avril) - Conjuraison des Pazzi contre les Médicis, Julien, frère de Laurent est tué, Laurent échappe à la tuerie. La répression contre les Pazzi est sanglante, et Laurent devient seul maître de Florence. Botticelli peint *Le Printemps* et Léonard de Vinci *L'Annonciation*.
- 1480** - Léonard de Vinci peint *La Vierge aux rochers*. Nicolas étudie l'arithmétique.
- 1482** - Girolamo Savonarola (Ferrare, 1452-1498) est nommé lecteur au couvent dominicain de Saint-Marc à Florence, et commence à prêcher. Il deviendra prieur en 1491.
- 1483** - À la mort de Louis XI, Charles VIII devient roi de France à 13 ans. Il épouse Anne de Bretagne en 1491.
- 1485** - Botticelli peint *La naissance de Vénus*.
- 1492** (8 avril) - Mort de Laurent de Médicis remplacé par son fils Piero de 21 ans. À Rome, Alexandre Borgia (1431-1503) est élu 214^e pape sous le nom d'Alexandre VI ; il nomme son fils César, qui a 16 ans, archevêque de Valence.
- 1494** - Charles VIII franchit les Alpes pour conquérir Naples. À Florence, Savonarole s'impose et les Médicis sont chassés de la ville le 9 novembre.
- 1495** - Charles VIII doit abandonner Naples et reprend Milan, tandis que César Borgia commence ses conquêtes. Léonard de Vinci deviendra son ingénieur militaire en 1500.
- 1496** - Florence tente en vain de reprendre Pise.
- 1497** (12 mai) - Savonarole est excommunié par Alexandre VI.
- 1498** (février) - Machiavel est nommé second secrétaire de la Seigneurie le 28 mai et Chancelier des Dix le 14 juillet.
(8 avril) - Charles VIII décède, remplacé par Louis XII (1462-1515), fils de Charles d'Orléans, et celui-ci épouse Anne de Bretagne, veuve de Charles VIII.
(23 mai) - Savonarole est exécuté, pendu et brûlé sur la place de la Seigneurie.
(13 août) - César Borgia abandonne ses fonctions ecclésiastiques et il est nommé par Louis XII duc de Valentinois
(17 décembre) - Le mariage de Louis XII est annulé.
- 1499** - Premières missions de Machiavel auprès d'un condottiere et à Forlì. Il écrit son *Discours sur les affaires de Pise* en mai. Louis XII reconquiert Milan. César Borgia occupe Imola et Forlì.
- 1500** (5 février) - Ludovic le More Sforza reprend Milan. Il est fait prisonnier le 10 avril et mourra en 1508 au château de Loches. Machiavel réalise plusieurs missions à Pise, et à la cour de France. César Borgia conquiert Pesaro et Rimini.
- 1501** (février) - Machiavel est en mission à Pistoia, il y retourne à plusieurs reprises.
(avril) - César Borgia conquiert Faenza et il est nommé duc de Romagne par son père. Louis XII lui interdit de conquérir Bologne.
(juillet) - Les Français reprennent Naples. Michel-Ange est chargé de sculpter le *David* qu'il achèvera en 1504.



(août) - Machiavel est envoyé à Sienne pour s'opposer aux intrigues de César Borgia qui va conquérir Piombino, Arezzo, Cortona et Anghiari.

Machiavel se marie avec Marietta Corsini à l'automne, il en aura six enfants ; il écrit le *Ritratto delle cose di Francia*.

- 1502** (juin) - début des hostilités entre Français et Espagnols dans le Royaume de Naples qu'ils se sont partagé.
(21 juin) - César Borgia s'empare d'Urbino. Aussitôt Machiavel y est envoyé, il revint à Florence transmettre les menaces de César
(Juillet) - Les troupes françaises libèrent Arezzo, Machiavel va se faire remettre les villes reprises malgré les réticences françaises
(Septembre) - Le gouvernement de Florence est réformé : le gonfalonier, élu jusqu'alors pour deux mois, sera élu à vie. Pietro Soderini se fait élire gonfalonier à vie. César complète contre lui.
(octobre) - Machiavel est envoyé comme émissaire auprès de César, qu'il suit jusqu'en janvier 1503. Les condottieri conjurés contre César provoquent un soulèvement à Urbino et mettent ses troupes en déroute. Aidé par la France, César reprend Urbino et Sinigaglia et il y fait assassiner 4 des chefs conjurés contre lui.
- 1503** - César s'empare de Sienne, Città di Castello et Perugia. Machiavel écrit *Description de la façon dont s'y est pris le duc de Valentinois pour tuer Vitellozzo, Oliverotto da Fermo, le seigneur Pagolo et le duc de Gravina*, publié en 1532 avec *le Prince*. Il se rend à Sienne que Louis XII a fait rendre à Petrucci. Il écrit *De la façon de traiter les peuples de Valdichiano révoltés* en juillet.
(18 août) - Mort d'Alexandre III Borgia. Pie III Piccolomini est élu en septembre et meurt en octobre.
Machiavel est envoyé à Rome où Jules II della Rovere est élu pape le 1er novembre avec l'appui du César Borgia qu'il contraint malgré tout à rendre les terres qu'il a prises à l'Église.
(8 novembre) - Naissance du premier fils de Machiavel, après la mort en bas âge d'une fille.
(décembre) - Après la défaite du Garigliano, les Français sont chassés du Royaume de Naples. Pierre de Médicis se noie dans le Garigliano.
Raffaello est nommé architecte de San Pietro
- 1504** - Machiavel reste en France jusqu'en mars puis va à Piombino. Il écrit sa première *Décennale* sur les événements d'Italie depuis 1494 publiée en 1506. Il a un second fils en octobre.
- 1505** - Machiavel négocie en vain l'alliance de Baglioni, de Mantoue et de Sienne avec Florence, qui échoue à s'emparer de Pise. Machiavel forme les premières troupes de soldats florentins dont il fait la première revue en février 1506. Michel-Ange sculpte son *Moïse*.
- 1506** - Machiavel suit Jules II et ses troupes partis reprendre Bologne. Il fait adopter le décret de formation de la Milice. Raffaello peint *La Fornarina*.
- 1507** - En plus de ses autres fonctions, Machiavel est nommé chancelier des Neuf de la Milice. Il part négocier avec l'empereur Maximilien qui demande de l'argent à Florence pour ses guerres. César Borgia meurt le 12 mars.
- 1508** - De retour à Florence, Machiavel écrit son *Rapport sur les choses d'Allemagne*. Il continue à se battre pour lever une armée populaire. En décembre, formation de la Ligue de Cambrai contre les Vénitiens.
- 1509** - Machiavel participe au siège de Pise, où il rentre le 2 juin avec son infanterie après la capitulation de la ville. Les Vénitiens perdent presque toutes leurs possessions de terre ferme après la défaite d'Agnadel en mai. Machiavel rejoint Maximilien pour lui verser l'argent florentin.
- 1510** - Machiavel continue sa campagne de recrutement et écrit son *Portrait des choses de France*. Il est invité à recruter aussi des cavaliers. Léonard peint *Sainte Anne, la Vierge et l'enfant*.
- 1511** - Machiavel recrute des cavaliers et inspecte des forteresses florentines. Il négocie avec des cardinaux qui veulent organiser un concile schismatique contre Jules II. Dans cette situation difficile, il rédige son testament.
- 1512** - Machiavel continue à recruter des cavaliers dont il fait une revue à Florence et il fait adopter le décret



sur la milice à cheval. Face à l'offensive espagnole qui prend Prato, Soderini accepte de quitter la ville, tandis que son mandat est réduit à 14 mois. Ridolfi est élu à sa place en septembre, tandis que les Médicis commencent à rentrer à Florence (Julien et le cardinal Jean), envahissent la Seigneurie en septembre, abolissent la constitution républicaine, suppriment la milice de Machiavel et l'excluent de toute fonction.

1513 - En février, Machiavel est arrêté, emprisonné et torturé (le supplice de la corde). Jules II meurt et Jean de Médicis est élu pape sous le nom de Léon X. Machiavel se réfugie dans sa maison de campagne de Sant'Andrea in Percussina, dans le Chianti, l'Albergaccio. Il y commence son *Discours sur la Première Décade de Tite-Live*, qu'il interrompt pour écrire **Le Prince** (*De Principatibus*), et il entretient une longue correspondance avec son ami Francesco Vettori (1474-1539). Julien de Médicis est nommé cardinal par le pape.

1514 - Machiavel a son quatrième fils.

1515 - Mort de Louis XII, remplacé par François 1er. Julien de Médicis voudrait utiliser Machiavel, mais le pape s'y oppose. Le 13 septembre, bataille de Marignan remportée par François 1er et les Vénitiens sur les mercenaires suisses du Duché de Milan.



1516 - Charles Quint succède à Ferdinand II d'Aragon sur le trône de Castille, d'Aragon et de Naples. Julien de Médicis meurt le 17 mars, et Laurent devient duc d'Urbino, Machiavel lui dédie *Le Prince*.

1517 - Machiavel fréquente les réunions des jardins Oricellari, où les Rucellai rassemblent les intellectuels de Florence, à qui Machiavel lit les textes de son *Discours sur Tite-Live*, et il écrit *L'Âne d'or*.

1518 - Machiavel écrit *La mandragola*. Il part à Gênes pour des marchands florentins.

1519 - Mort de l'empereur Maximilien, Charles Quint devient empereur. Mort de Laurent de Médicis, Jules de Médicis devient maître de Florence. Machiavel commence *L'Art de la guerre*.

1520 - Machiavel est à Lucques pour défendre des marchands florentins. Il écrit *La vie de Castruccio Castracani*, de Lucques, le *Discours sur la réforme du gouvernement de Florence*, commence *L'Histoire de Florence* qui l'occupera 5 ans.

1521 - Mort de Léon X. Machiavel entretient une correspondance avec Guicciardini et publie *L'Art de la guerre*.

1522 - Adrien VI est élu pape le 9 janvier. Complot réprimé contre Julien de Médicis.

1523 - Adrien VI meurt le 14 septembre, remplacé par Jules de Médicis sous le nom de Clément VII. Les Français perdent Gênes et une partie du Milanais.



1525 (24 février) - Bataille de Pavie où François 1er est fait prisonnier de Charles Quint.

-(mai) - Machiavel est à Rome pour présenter son *Histoire de Florence* au pape et lui proposer de lever une armée nationale. Il va à Venise défendre les intérêts des marchands florentins. Triomphe de *La Mandragola* et de *Clizia*.

1526 - Charles Quint libère François 1er qui lui cède la Bourgogne, mais ne la lui rendra jamais. Machiavel conseille au pape par l'intermédiaire de Guicciardini de nommer Jean de Médicis (Jean des Bandes Noires) chef de son armée. Refus du pape. Il fait renforcer les fortifications de Florence. Jean de Médicis meurt au combat le 30 novembre, dans la guerre entre le pape et Charles Quint.

1527 - Poursuite de la guerre contre les lansquenets commandés maintenant par le connétable de Bourbon. Machiavel est avec les troupes pontificales en compagnie de Guicciardini. Les lansquenets conquièrent et mettent Rome à sac le 6 mai. Ils avaient évité Florence où le Grand Conseil de Savonarole est rétabli, chute des

Médicis.

Machiavel meurt le 21 juin, enterré à Santa Croce. Un cenotaphe ne lui est édifié qu'en 1787.

1531 - Les *Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio* sont édités pour la première fois.



1532 - *Il Principe* est édité pour la première fois à Rome.

Santa Croce
*Tanto nomini
 par elogium
 = Aucun
 éloge n'est
 digne d'un si
 grand nom.*



Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Chap. IX : La papauté, plaie de l'Italie

Les princes et les républiques qui veulent empêcher l'État de se corrompre, doivent surtout y maintenir sans altération les cérémonies de la religion et le respect qu'elles inspirent ; car le plus sûr indice de la ruine d'un pays, c'est le mépris pour le culte des dieux : c'est à quoi il sera facile de travailler efficacement, lorsque l'on connaîtra sur quels fondements est établie la religion d'un pays ; car toute religion a pour base de son existence quelque institution principale.

Celle des païens était fondée sur les réponses des oracles, ainsi que sur l'ordre des augures et des aruspices ; c'est de là que dérivait toutes leurs cérémonies, leurs sacrifices, leurs rites. Ils croyaient sans peine que le dieu qui pouvait prédire les biens ou les maux à venir pouvait aussi les procurer. De là les temples, les sacrifices, les prières et toutes les autres cérémonies destinées à honorer les dieux. C'est par les mêmes causes que l'oracle de Délos, le temple de Jupiter-Ammon, et d'autres non moins célèbres étaient admirés de l'univers et entretenaient sa dévotion. Mais quand ces oracles commencèrent à parler au gré des puissants, et que le peuple eut reconnu la fraude, alors les hommes devinrent moins crédules, et se montrèrent disposés à se soulever contre le bon ordre. Que les chefs d'une république ou d'une monarchie maintiennent donc les fondements de la religion nationale. En suivant cette conduite, il leur sera facile d'entretenir dans l'État les sentiments religieux, l'union et les bonnes mœurs. Ils doivent en outre favoriser et accroître tout ce qui pourrait propager ces sentiments, fût-il même question de ce qu'ils regarderaient comme une erreur. Plus à cet égard, leurs lumières sont étendues, plus ils sont instruits dans la science de la nature, plus ils doivent en agir ainsi.

C'est d'une telle conduite tenue par des sages et des hommes éclairés, qu'est née la croyance aux miracles qui a obtenu du crédit dans toutes les religions, même fausses. Les sages mêmes les propageaient, de quelque source qu'ils dérivassent, et leur autorité devenait une preuve suffisante pour le reste des citoyens, Rome eut beaucoup de ces miracles, entre lesquels je citerai le suivant. Les soldats romains saccageaient la ville de Véies ; quelques-uns d'entre eux entrèrent dans le temple de Junon, et s'étant approchés de sa statue, ils lui demandèrent si elle voulait venir à Rome, *vis venire Romam* ? Les uns crurent qu'elle faisait signe d'y consentir ; d'autres, qu'elle avait répondu : Oui. Ces soldats, pleins de religion, ainsi que Tite-Live le démontre en faisant observer qu'ils entrèrent dans le temple sans désordre et pénétrés de respect et de dévotion, crurent aisément que la déesse faisait à leur demande la réponse qu'ils avaient probablement présumée ; et Camille, ainsi que les autres chefs du gouvernement, ne manquèrent pas de favoriser et de propager encore cette croyance.

Certes, si la religion avait pu se maintenir dans la république chrétienne telle que son divin fondateur l'avait établie, les États qui la professent auraient été bien plus heureux qu'ils ne le sont maintenant. Mais combien elle est déchue ! et la preuve la plus frappante de sa décadence, c'est de voir que les peuples les plus voisins de l'Église romaine, cette capitale de notre religion, sont précisément les moins religieux. Si l'on examinait l'esprit primitif de ses institutions, et que l'on observât combien la pratique s'en éloigne, on jugerait sans peine que nous touchons au moment de la ruine ou du châtement.

Et comme quelques personnes prétendent que le bonheur de l'Italie dépend de l'Église de Rome, j'alléguerai contre cette Église plusieurs raisons qui s'offrent à mon esprit, et parmi lesquelles il en est deux surtout extrêmement graves, auxquelles, selon moi, il n'y a pas d'objection. D'abord, les exemples coupables de la cour de Rome ont éteint, dans cette contrée, toute dévotion et toute religion, ce qui entraîne à sa suite une foule d'inconvénients et de désordres ; et comme partout où règne la religion on doit croire à l'existence du bien, de même où elle a disparu, on doit supposer la présence du mal. C'est donc à l'Église et aux prêtres que nous autres Italiens, nous avons cette première obligation d'être sans religion et sans mœurs ; mais nous leur en avons une bien plus



grande encore, qui est la source de notre ruine ; c'est que l'Église a toujours entretenu et entretient incessamment la division dans cette malheureuse contrée., Et, en effet, il n'existe d'union et de bonheur que pour les États soumis à un gouvernement unique ou à un seul prince, comme la France et l'Espagne en présentent l'exemple.

La cause pour laquelle l'Italie ne se trouve pas dans la même situation, et n'est pas soumise à un gouvernement unique, soit monarchique, soit républicain, c'est l'Église seule, qui, ayant possédé et goûté le pouvoir temporel, n'a eu cependant ni assez de puissance, ni assez de courage pour s'emparer du reste de l'Italie, et s'en rendre souveraine. Mais d'un autre côté elle n'a jamais été assez faible pour n'avoir pu, dans la crainte de perdre son autorité temporelle, appeler à son secours quelque prince qui vint la défendre contre celui qui se serait rendu redoutable au reste de l'Italie ; les temps passés nous en offrent de nombreux exemples. D'abord, avec l'appui de Charlemagne, elle chassa les Lombards, qui étaient déjà maîtres de presque toute l'Italie ; et de nos temps elle a arraché la puissance des mains des Vénitiens avec le secours des Français, qu'elle a repoussés ensuite à l'aide des Suisses.

Ainsi l'Église n'ayant jamais été assez forte pour pouvoir occuper toute l'Italie, et n'ayant pas permis qu'un autre s'en emparât, est cause que cette contrée n'a pu se réunir sous un seul chef et qu'elle est demeurée asservie à plusieurs princes ou seigneurs ; de là ces divisions et cette faiblesse, qui l'ont réduite à devenir la proie non seulement des barbares puissants, mais du premier qui daigne l'attaquer.

Gramsci, *Note sul Machiavelli, sulla politica e sullo stato moderno*, Einaudi, 1953, pp. 7-8 - Noterelle sulla politica del Machiavelli : Tâches du Prince moderne

(...) La raison pour laquelle ont échoué successivement les tentatives pour créer une volonté collective nationale-populaire, est à rechercher dans l'existence de groupes sociaux déterminés, qui se forment à partir de la dissolution de la bourgeoisie communale, dans le caractère particulier d'autres groupes qui reflètent la fonction internationale de l'Italie en tant que siège de l'Église et dépositaire du Saint-Empire romain⁴, etc. Cette fonction et la position qui en découle, déterminent une situation intérieure qu'on peut appeler « économique-corporative », c'est-à-dire politiquement la pire des formes de société féodale, la forme la moins progressive, la plus stagnante : il manqua toujours - et elle ne pouvait pas se constituer -, une forme *jacobine* efficace, justement la force qui dans les autres nations a suscité et organisé la volonté collective nationale populaire et a fondé les États modernes. Est-ce qu'existent finalement les conditions favorables à cette volonté, ou bien quel est le rapport actuel entre ces conditions et les forces hostiles ? Traditionnellement, les forces hostiles ont été l'aristocratie terrienne et plus généralement la propriété terrienne dans son ensemble qui, en Italie, a pour caractéristique d'être une « bourgeoisie rurale » particulière, héritage de parasitisme légué aux temps modernes par la décomposition, en tant que classe, de la bourgeoisie communale (les cent villes⁵, les villes du silence). Les conditions positives sont à rechercher dans l'existence de groupes sociaux urbains, qui ont connu un développement convenable dans le domaine de la production industrielle et qui ont atteint un niveau déterminé de culture historique-politique. Toute formation de volonté collective nationale populaire est impossible, si les grandes masses des paysans cultivateurs n'envahissent pas *simultanément* la vie politique. C'est ce qu'entendait obtenir Machiavel par la réforme de la milice, c'est ce que firent les *jacobins* dans la Révolution française; dans cette intelligence de Machiavel, il faut identifier un jacobinisme précoce, le germe (plus ou moins fécond de sa conception de la révolution nationale. Toute l'Histoire depuis 1815 montre l'effort des classes traditionnelles pour empêcher la formation d'une volonté collective de ce genre, pour obtenir le pouvoir « économique-corporatif » dans un système international d'équilibre passif.

Une partie importante du Prince moderne devra être consacrée à la question d'une réforme intellectuelle et morale, c'est-à-dire à la question de la religion ou d'une conception du monde. Dans ce domaine aussi nous constatons dans la tradition l'absence de jacobinisme et la peur du jacobinisme (la dernière expression philosophique d'une telle peur est l'attitude malthusianiste de B. Croce à l'égard de la religion). Le Prince moderne doit et ne peut pas ne pas promouvoir et organiser une réforme intellectuelle et morale, ce qui signifie créer le terrain pour un développement futur de la volonté collective nationale-populaire vers l'accomplissement d'une forme supérieure et totale de civilisation moderne.

Ces deux points fondamentaux : formation d'une volonté collective nationale-populaire, dont le Prince moderne est à la fois l'organisateur et l'expression active et opérante, et réforme intellectuelle et morale, devraient constituer la structure de ce travail. Les points concrets du programme doivent être incorporés dans la première

partie, c'est-à-dire qu'ils devraient « dramatiquement » résulter du discours, ne pas être une froide et pédante exposition d'arguments.

Peut-il y avoir une réforme culturelle, c'est-à-dire une élévation « civile » des couches les plus basses de la société, sans une réforme économique préalable et un changement dans la situation sociale et le monde économiques ? Aussi une réforme intellectuelle et morale est-elle nécessairement liée à un programme de réforme économique, et même le programme de réforme économique est précisément la façon concrète dont se présente toute réforme intellectuelle et morale. Le Prince moderne, en se développant, bouleverse tout le système de rapports intellectuels et moraux dans la mesure où son développement signifie que tout acte est conçu comme utile ou préjudiciable, comme vertueux ou scélérat, par seule référence au Prince moderne lui-même, et suivant qu'il sert à accroître son pouvoir ou à s'opposer à lui. Le Prince prend, dans les consciences, la place de la divinité, ou de l'impératif catégorique, il devient la base d'un laïcisme moderne et d'une complète laïcisation de toute la vie et de tous les rapports déterminant les mœurs.

(1932-1933) *Quaderni del carcere (Cahiers de prison)*, 13, pp. 1560-1561)

Nicolas Machiavel (1469-1527) *Le Prince* (écrit en 1513, publié en 1532), chapitre XVIII *Comment les princes doivent tenir leurs promesses.*

Combien il serait louable chez un prince de tenir sa parole et de vivre avec droiture et non avec ruse, chacun le comprend : toutefois, on voit par expérience, de nos jours, que les princes qui ont fait de grandes choses sont ceux qui de leur parole ont tenu peu de compte, et qui ont su par ruse manoeuvrer la cervelle des gens ; et à la fin ils ont dominé ceux qui se sont fondés sur la loyauté.

Vous devez donc savoir qu'il y a deux manières de combattre : l'une avec les lois, l'autre avec la force ; la première est propre à l'homme, la seconde est celle des bêtes ; mais comme la première, très souvent, ne suffit pas, il convient de recourir à la seconde. Aussi est-il nécessaire à un prince de savoir bien user de la bête et de l'homme. Ce point a été enseigné aux princes en termes allégoriques par les écrivains anciens, qui écrivent qu'Achille et beaucoup d'autres de ces princes de l'Antiquité furent donnés à élever au centaure Chiron afin qu'il les gardât sous sa discipline. Ce qui ne veut dire autre chose - d'avoir pour précepteur un être mi-bête et mi-



homme -, sinon qu'il faut qu'un prince sache user de l'une et l'autre nature : l'une sans l'autre n'est pas durable.

Un prince étant donc obligé de savoir bien user de la bête, il doit parmi elles prendre le renard et le lion, car le lion ne se défend pas des pièges, le renard ne se défend pas des loups. Il faut donc être renard pour connaître les pièges et lion pour effrayer les loups. Ceux qui s'en tiennent seulement au lion n'y entendent rien. Un souverain prudent, par conséquent, ne peut ni ne doit tenir sa promesse quand une telle observance se tournerait contre lui et que sont éteintes les raisons qui le firent promettre. Et si les hommes étaient tous bons, ce précepte ne serait pas bon ; mais comme ils sont méchants et ne l'observeraient pas envers toi, toi non plus tu n'as pas à l'observer envers eux. Et jamais un prince n'a manqué de motifs légitimes pour colorer son manque de foi. De cela l'on pourrait donner une infinité d'exemples modernes, et montrer combien de paix, combien de promesses ont été rendues caduques et vaines par l'infidélité des princes : et celui qui a su mieux user du renard a mieux réussi. Mais il faut, cette nature, savoir bien la colorer, et être grand simulateur et dissimulateur : et les hommes sont si simples et ils obéissent si bien aux nécessités du moment que celui qui trompe trouvera toujours qui se

César Borgia

laissera tromper.

Des exemples récents, il en est un que je ne veux pas taire. Alexandre VI ne fit jamais autre chose, ne pensa jamais à autre chose qu'à tromper les gens, et toujours il trouva

matière pour le faire. Et jamais il n'y eut homme qui mît plus grande énergie à affirmer une chose et la confirmât avec de plus grands serments, et qui l'observât moins ; cependant toujours les tromperies lui réussirent à souhait, parce qu'il connaissait bien, à cet égard, cet aspect du monde. À un prince, donc, il n'est pas nécessaire d'avoir en fait toutes les susdites qualités, mais il est bien nécessaire de paraître les avoir. Bien plus, j'oserai dire ceci : si on les a et qu'on les observe toujours, elles sont dommageables ; et si l'on paraît les avoir, elles sont utiles ; comme de paraître plein de pitié, fidèle, humain, intègre, religieux, et de l'être ; mais d'avoir l'esprit édifié de telle façon que, s'il faut ne point l'être, tu puisses et saches devenir le contraire. Et il faut comprendre ceci : c'est qu'un prince, et surtout un prince nouveau, ne peut observer toutes ces choses pour lesquelles les hommes sont jugés bons, étant souvent contraint, pour maintenir son État, d'agir contre sa promesse, contre la charité, contre l'humanité, contre la religion. Aussi faut-il qu'il ait un esprit disposé à tourner selon que les vents de la fortune et les variations des choses le lui commandent, et comme j'ai dit plus haut, ne pas s'écarter du bien, s'il le peut, mais savoir entrer dans le mal, s'il le faut.

Il faut donc qu'un prince ait grand soin qu'il ne lui sorte jamais de la bouche chose qui ne soit pleine des cinq qualités susdites, et qu'il paraisse, à le voir et l'entendre, tout miséricorde, tout bonne foi, tout intégrité, tout humanité, tout religion. Et il n'y a chose plus nécessaire à paraître avoir que cette dernière qualité. Les hommes en général jugent plus par les yeux que par les mains ; car chacun peut voir, peu de gens percevoir. Chacun voit ce que tu parais, peu perçoivent ce que tu es ; et ce petit nombre ne se hasarde pas à s'opposer à l'opinion d'une majorité qui a la majesté de l'État pour la défendre ; et dans les actions de tous les hommes, et surtout des princes où il n'y a pas de tribunal auquel recourir, on considère la fin. Qu'un prince, donc, fasse en sorte de vaincre et de maintenir l'État : les moyens seront toujours jugés honorables et loués par chacun ; car le peuple se trouve toujours pris par les apparences et par le fait accompli ; et dans le monde, il n'y a que peuple ; et la minorité ne compte pas quand la majorité a où s'appuyer. Certain prince du temps présent, qu'il n'est pas bon de nommer, ne prêche jamais autre chose que paix et bonne foi, et de l'une et l'autre il est grand ennemi ; et l'une et l'autre, s'il l'avait observée, l'aurait plus d'une fois privé ou de sa réputation ou de ses États.

Discours sur la première Décade de Tite-Live, I, 58 : « Si l'on évoque tous les désordres des peuples, tous les désordres des princes, on verra que le peuple est de loin supérieur en bonté et en gloire » (commencé en 1513, publié en 1531)

Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Chap. XIX : Supériorité du peuple sur le prince

(...) Ainsi, je conclus contre cette opinion générale, qui veut que les peuples, lorsqu'ils sont les maîtres, soient toujours légers, inconstants et ingrats, en soutenant que ces défauts ne leur sont pas plus naturels qu'aux princes. Accuser à la fois et le peuple et les princes, c'est avancer une vérité ; mais on se trompe si l'on excepte les princes. Un peuple qui commande, sous l'empire d'une bonne constitution, sera aussi stable, aussi prudent, aussi reconnaissant qu'un prince ; que dis-je ? il le sera plus encore que le prince le plus estimé pour sa sagesse. D'un autre côté, un prince qui a su se délivrer du joug des lois sera plus ingrat, plus mobile, plus imprudent que le peuple. La différence qu'on peut remarquer dans leur conduite ne provient pas du caractère, qui est semblable dans tous les hommes, et qui sera même meilleur dans le peuple ; mais de ce que le respect pour les lois sous lesquelles ils vivent réciproquement est plus ou moins profond. Si l'on étudie le peuple romain, on le verra pendant quatre cents ans ennemi de la royauté, mais passionné pour la gloire et la prospérité de sa patrie ; et l'on trouvera dans toute sa conduite une foule d'exemples qui viennent à l'appui de ce que j'avance.

On m'objectera peut-être l'ingratitude dont il usa envers Scipion ; mais je ne ferai que répéter ce que j'ai déjà exposé au long sur ce sujet dans un des précédents chapitres, où j'ai prouvé que les peuples sont moins ingrats que les princes. Quant à la sagacité et à la constance, je soutiens qu'un peuple est plus prudent, moins volage et d'un sens plus droit qu'un prince. Et ce n'est pas sans raison que l'on dit que la voix du peuple est la voix de Dieu. On voit, en effet, l'opinion universelle produire des effets si merveilleux dans ses prédictions, qu'il semble qu'une puissance occulte lui fasse prévoir et les biens et les maux. Quant au jugement que porte le peuple sur les affaires, il est rare, lorsqu'il entend deux orateurs qui soutiennent des opinions opposées, mais dont le talent est égal, qu'il n'embrasse pas soudain la meilleure, et ne prouve point ainsi qu'il est capable de discerner la vérité qu'il entend. Si, comme je l'ai dit, il se laisse quelquefois séduire par les résolutions qui montrent de la hardiesse, ou qui présentent une apparence d'utilité combien plus souvent encore un prince n'est-il pas entraîné

par ses propres passions, qui sont bien plus nombreuses et plus irrésistibles que celles du peuple! Dans l'élection de ses magistrats, on voit encore ce dernier faire de bien meilleurs choix qu'un prince ; et jamais on ne persuadera au peuple d'élever à une dignité un homme corrompu et signalé par l'infamie de ses mœurs, tandis qu'il y a mille moyens de le persuader à un prince. Lorsqu'un peuple a pris quelque institution en horreur, on le voit persister des siècles dans sa haine : cette constance est inconnue chez les princes ; et sur deux points le peuple romain me servira encore d'exemple.

Pendant cette longue suite de siècles qui furent témoins de tant d'élections de consuls et de tribuns, on n'en connaît pas quatre dont Rome ait eu lieu de se repentir. Et, comme je l'ai dit, sa haine pour le nom de roi était tellement invétérée, que quelque éclatants que fussent les services d'un citoyen, dès qu'il tenta d'usurper ce nom, il ne put échapper aux supplices. D'ailleurs, les États gouvernés populairement font en bien moins de temps des conquêtes plus rapides et bien plus étendues que ceux où règne un prince : comme on le voit par l'exemple de Rome après l'expulsion des rois et par celui d'Athènes dès qu'elle eut brisé le joug de Pisistrate. Cela ne provient-ils pas de ce que le gouvernement des peuples est meilleur que celui des rois ? Et qu'on ne m'oppose point ici ce que dit notre historien dans le texte que j'ai déjà cité, et dans une foule d'autres passages ; mais qu'on parcoure tous les excès commis par les peuples, et ceux où les princes se sont plongés, toutes les actions glorieuses exécutées par les peuples, et celles qui sont dues à des princes, et l'on verra combien la vertu et la gloire des peuples l'emportent sur celles des princes. Si les derniers se montrent supérieurs aux peuples pour former un code de lois, créer les règles de la vie civile, établir des institutions ou des ordonnances nouvelles, les peuples à leur tour sont tellement supérieurs dans leur constance à maintenir les constitutions qui leur sont données, qu'ils ajoutent même à la gloire de leurs législateurs.

Enfin, et pour épuiser ce sujet, je dirai que si des monarchies ont duré pendant une longue suite de siècles, des républiques n'ont pas existé moins longtemps, mais que toutes ont eu besoin d'être gouvernées par les lois ; car un prince qui peut se livrer à tous ses caprices est ordinairement un insensé ; et un peuple qui peut tout ce qu'il veut se livre trop souvent à d'imprudentes erreurs. Si donc il s'agit d'un prince soumis aux lois et d'un peuple qu'elles enchaînent, le peuple fera briller des vertus supérieures à toutes celles des princes ; si, dans ce parallèle, on les considère comme affranchis également de toute contrainte, on verra que les erreurs du peuple sont moins nombreuses que celles des princes ; qu'elles sont moins grandes, et qu'il est plus facile d'y remédier. Les discours d'un homme sage peuvent ramener facilement dans la bonne voie un peuple égaré et livré à tous les désordres ; tandis qu'aucune voix n'ose s'élever pour éclairer un méchant prince ; il n'existe qu'un seul remède, le fer. Quel est celui de ces deux gouvernements qu'un mal plus grand dévore ? La gravité du remède l'indique. Pour guérir le mal du peuple, il suffit de quelques paroles ; il faut employer le fer pour extirper celui des princes. Il est donc facile de juger que là sont les plus grands maux où les plus grands remèdes sont nécessaires. Quand un peuple est livré à toutes les fureurs des commotions populaires, ce ne sont pas ses emportements qu'on redoute : on n'a pas peur du mal présent, mais on craint ses résultats pour l'avenir ; on tremble de voir un tyran s'élever du sein des désordres. Sous les mauvais princes, c'est le contraire que l'on redoute ; c'est le mal présent qui fait trembler, l'espoir est tout dans l'avenir ; les hommes espèrent que de ses excès pourra naître la liberté. Ainsi, la différence de l'un à l'autre est marquée par celle de la crainte et de l'espérance.

La cruauté de la multitude s'exerce sur ceux qu'elle soupçonne de vouloir usurper le bien de tous ; celle du prince poursuit tous ceux qu'il regarde comme ennemis de son bien particulier. Mais l'opinion défavorable que l'on a du peuple ne prend sa source que dans la liberté avec laquelle on en dit du mal sans crainte, même lorsque c'est lui qui gouverne ; au lieu qu'on ne peut parler des princes sans mille dangers et sans s'environner de mille précautions.

Gramsci, *Note sul Machiavelli, sulla politica e sullo stato moderno*, Einaudi, 1953

Dans ce domaine, il faut bien le dire, ce qu'on oublie d'abord, ce sont justement les premiers éléments, les choses les plus élémentaires ; et pourtant, comme ils se répètent mille fois, ces éléments deviennent les piliers de la politique et de n'importe quelle action collective.

Le premier élément, c'est qu'il existe réellement des gouvernés et des gouvernants, des dirigeants et des dirigés. Toute la science et l'art politiques se fondent sur ce fait primordial, irréductible (dans certaines conditions générales). Les origines de ce fait constituent un problème en soi, qui devra être étudié à part (au moins pourra-t-on et devra-t-on étudier comment atténuer et faire disparaître le fait, en changeant certaines conditions susceptibles d'être identifiées comme agissant dans le sens de cette division), mais il reste le fait qu'il

existe des dirigeants et des dirigés, des gouvernants et des gouvernés. Ce fait étant acquis, il faudra voir comment on peut diriger de la manière la plus efficace (une fois définis certains buts) et comment, en conséquence, assurer la meilleure préparation aux dirigeants (c'est plus précisément l'objet de la première section de la science et de l'art politiques) et comment d'autre part, on apprend à connaître les lignes de moindre résistance ou lignes rationnelles conduisant à l'obéissance des dirigés et des gouvernés. Dans la formation des dirigeants, ce qui est fondamental, c'est le point de départ : veut-on qu'il y ait toujours des gouvernés et des gouvernants, ou bien veut-on créer les conditions qui permettront que disparaisse la nécessité de cette division ? C'est-à-dire part-on du principe de la division perpétuelle du genre humain ou bien ne voit-on dans cette division qu'un fait historique, répondant à certaines conditions ? Il faut voir clairement que, même si elle remonte, en dernière analyse, à une division en groupes sociaux, cette division en gouvernés et gouvernants existe cependant, les choses étant ce qu'elles sont, jusque dans le sein d'un même groupe, même d'un groupe socialement homogène; en un certain sens, on peut dire que cette division est une création de la division du travail, que c'est un fait technique. C'est sur cette coexistence de problèmes que spéculent ceux qui, en toute chose, voient seulement la « technique », la nécessité « technique », etc., pour ne pas envisager le problème fondamental.

Étant donné que jusque dans un même groupe existe cette division entre gouvernants et gouvernés, il devient nécessaire d'établir quelques principes n'admettant aucune dérogation, et c'est justement sur ce terrain que surviennent les « erreurs » les plus graves, c'est-à-dire que se manifestent les incapacités les plus criminelles, mais aussi les plus difficiles à corriger. On croit que, une fois établi le principe de l'homogénéité d'un groupe, l'obéissance doit être automatique, et non seulement qu'elle doit être acceptée sans qu'on ait besoin d'en démontrer la « nécessité » ni la rationalité, mais qu'elle est indiscutable (certains pensent et, ce qui est pire, agissent conformément à cette pensée, que l'obéissance « viendra » sans être demandée, sans que la voie à suivre soit indiquée). C'est ainsi qu'il est difficile d'extirper des dirigeants le « cadornisme¹ », c'est-à-dire la conviction qu'une chose sera faite parce que le dirigeant considère comme juste et rationnel qu'elle soit faite : si elle n'est pas faite, la « faute » est versée au compte de ceux « qui auraient dû » etc. C'est ainsi qu'il est difficile d'extirper l'habitude criminelle de négliger d'éviter les sacrifices inutiles. Et pourtant, le sens commun montre que la majeure partie des désastres collectifs (politiques) arrivent parce qu'on n'a pas cherché à éviter le sacrifice inutile, ou qu'on a montré qu'on ne tenait pas compte du sacrifice des autres et qu'on a joué avec la peau des autres. Chacun a entendu raconter par des officiers du front comment les soldats réellement risquaient leur vie dans les moments où c'était vraiment nécessaire, mais comment au contraire ils se révoltaient quand ils voyaient qu'on n'avait pour eux aucun égard. Par exemple : une compagnie était capable de jeûner plusieurs jours, si elle voyait que les vivres ne pouvaient arriver pour une raison de force majeure, mais elle se mutinait si on sautait un seul repas par négligence et bureaucratisme, etc.

Ce principe s'étend à toutes les actions qui exigent un sacrifice. C'est pourquoi, toujours, après tout échec, il faut avant tout rechercher la responsabilité des dirigeants, et cela, au sens strict (par exemple : un front est constitué de plusieurs sections et chaque section a ses dirigeants : il est possible que d'une défaite les dirigeants d'une section soient plus responsables que ceux d'une autre, mais c'est une question de degré, et il ne s'agit pas d'exclure la responsabilité de quiconque, en aucun cas).

Une fois posé le principe qu'il existe des dirigés et des dirigeants, des gouvernés et des gouvernants, il est vrai que les « partis » sont jusqu'ici la façon la plus adéquate d' « élaborer » les dirigeants et la capacité de diriger (les « partis » peuvent se présenter sous les noms les plus divers, même sous le nom d'antiparti et de « négation des partis » ; en réalité, même ceux qu'on appelle des « individualistes » sont des hommes de parti, à cette différence près qu'ils voudraient être « chefs de parti » par la grâce de Dieu ou en vertu de l'imbécillité de ceux qui les suivent).

Développement du concept général contenu dans l'expression « esprit d'État ». Cette expression a un sens bien précis, historiquement déterminé. Mais un problème se pose : existe-t-il quelque chose de semblable à ce qu'on appelle « esprit d'État » dans tout mouvement sérieux, c'est-à-dire qui ne soit pas l'expression arbitraire d'individualismes plus ou moins justifiés ? Tout d'abord, l'« esprit d'État » suppose la « continuité », soit avec le passé ou la tradition, soit avec l'avenir, c'est-à-dire qu'il suppose que tout acte est le moment d'un processus complexe, qui est déjà commencé et qui continuera. Le sentiment de responsabilité de ce processus, le sentiment d'en être les acteurs responsables, d'être solidaires de forces « inconnues » matériellement, mais qu'on

sent pourtant actives et opérantes et dont on tient compte, comme si elles étaient « matérielles » et physiquement présentes, s'appelle justement dans certains cas « esprit d'État ». Il est évident qu'une telle conscience de la « durée » doit être non pas abstraite mais concrète, c'est-à-dire en un certain sens ne pas dépasser certaines limites ; mettons que les limites minima soient la génération précédente et la génération future, ce qui n'est pas peu dire, car on considérera les générations, non pas en comptant trente ans avant pour l'une, trente ans après pour l'autre, mais organiquement, au sens historique, ce qui pour le passé tout au moins est facile à comprendre : nous nous sentons solidaires des hommes qui aujourd'hui sont très vieux, et qui pour nous représentent le « passé » qui vit encore parmi nous, qu'il nous faut reconnaître, avec lequel il faut faire les comptes, qui est un des éléments du présent et des prémisses du futur. Et avec les enfants, avec les générations qui naissent et qui grandissent et dont nous sommes responsables. (Bien différent est le « culte » de la « tradition », qui a une valeur tendancieuse, qui implique un choix et un but déterminés, c'est-à-dire qui est à la base d'une idéologie.) Même si un « esprit d'État » ainsi entendu existe chez tout le monde, il faut toutefois combattre tour à tour les déformations qui l'affectent ou les déviations qu'il produit.

« Le geste pour le geste », la lutte pour la lutte, etc., et surtout l'individualisme étroit et petit, qui n'est que la satisfaction capricieuse d'impulsions momentanées, etc. (En réalité, il s'agit toujours de l'« apolitisme » italien, qui prend ces formes variées, pittoresques et bizarres.) L'individualisme n'est qu'un apolitisme de caractère animal, le sectarisme est « apolitisme », et, si on y regarde de près, le sectarisme est en effet une forme de « clientèle » personnelle, alors que manque l'esprit de parti qui est l'élément fondamental de « l'esprit d'État ». Démontrer que l'esprit de parti est l'élément fondamental de l'esprit d'État est une des thèses les plus importantes à soutenir ; vice versa, l'« individualisme » est un élément de caractère animal, « qui fait l'admiration des étrangers » comme les ébats des habitants d'un jardin zoologique.

(*Machiavelli.*, pp. 17-20 et G.q. 15, § 4, pp. 1752-1755.) [1933]

Louis Althusser, *La solitude de Machiavel*, 1978 (extraits de sa conférence accessible sur : Althusser et Machiavel – Louis Althusser – Solitude de Machiavel (www.multitudes.net/La-solitude-de-Machiavel))

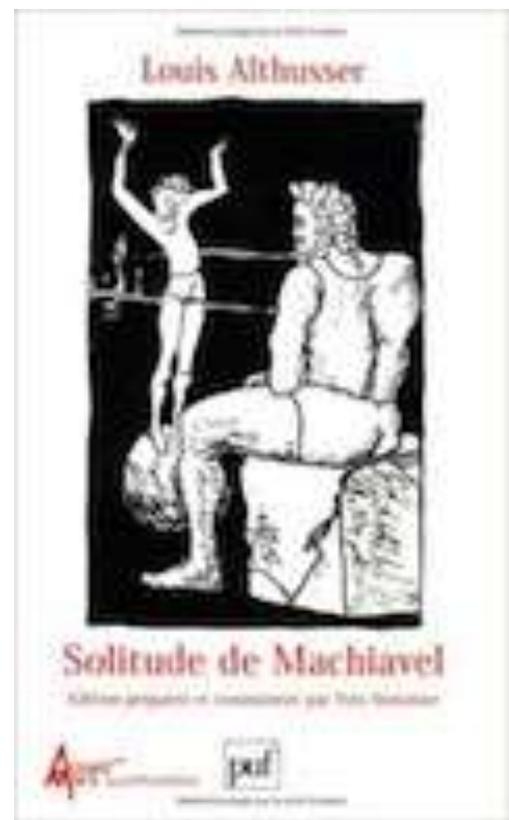
Je dirais que toutes proportions gardées, Machiavel répond un peu de cette manière au discours édifiant que tiennent les philosophes du droit naturel sur l'histoire de l'État. J'irais jusqu'à suggérer que Machiavel est peut être un des rares témoins de ce que j'appellerai *l'accumulation primitive politique*, un des rares théoriciens des commencements de l'État national. Au lieu de dire que l'État est né du droit et de la nature, il nous dit comment doit naître un Etat s'il veut durer, et être assez fort pour devenir l'État d'une nation. Il ne parle pas le langage du droit, il parle le langage de la force armée indispensable à constituer tout Etat, il parle le langage de la cruauté nécessaire aux débuts de l'État, il parle le langage d'une politique sans religion qui doit à tout prix utiliser la religion, d'une politique qui doit être morale mais pouvoir ne pas l'être, d'une politique qui doit refuser la haine mais inspirer la crainte, il parle le langage de la lutte entre les classes, et quant au droit, aux lois et à la morale, il les met à leur place, subordonnée. Quand nous le lisons, aussi instruits que nous soyons des violences de l'histoire, quelque chose en lui nous saisit : un homme qui, bien avant que tous les idéologues aient recouvert la réalité de leurs histoires, est capable non pas de vivre, non pas de supporter, mais de *penser* la violence de l'enfantement de l'État. Par là, Machiavel jette une lumière crue sur les commencements de notre temps celui des sociétés bourgeoises. Il jette aussi une lumière crue, par son utopisme même, par l'hypothèse à la fois nécessaire mais impensable que l'État nouveau pouvait commencer n'importe où, *sur le caractère aléatoire de la formation des Etats nationaux*. Car pour nous ils sont inscrits sur la carte, comme à jamais fixés dans un destin qui les aurait toujours précédés. Pour lui, au contraire, ils sont en grande partie aléatoires, les frontières ne sont pas fixées, il faut des conquêtes mais jusqu'où ? aux limites des langues, au-delà ? aux limites de la force ? Nous avons oublié tout cela. Quand nous le lisons, nous sommes saisis par lui comme par notre oubli. Par cette étrange familiarité comme dit Freud, celle d'un refoulé.

Je reviens à l'insolite de Machiavel, en évoquant ce qui est peut-être le plus déconcertant dans son discours. Je signalais tout à l'heure les effets de surprise que provoque sa lecture. Non seulement que veut-il dire ? mais aussi pourquoi raisonne-t-il ainsi, d'une manière aussi déconcertante, passant d'un chapitre à l'autre sans que la nécessité n'en soit visible, interrompant un thème, qu'il faut aller retrouver plus loin, mais transposé, et sans jamais en finir, reprenant les questions, mais sans jamais leur donner de réponse dans la forme attendue ? Croce disait que la question de Machiavel ne serait jamais réglée : il serait peut-être bon de se demander si ce n'est pas le type de question qu'on lui pose qui ne peut recevoir la réponse que ce type même de question requiert et attend.

On a trop dit que Machiavel était le fondateur de la science politique, et nombreux sont les commentateurs qui se sont donné plaisir de retrouver en lui une des premières figures de la positivité moderne, avec celle de la physique galiléenne, et de l'analyse cartésienne, illustrant dans toutes sortes de domaines une nouvelle *rationalité typique*, celle de la *science positive* par quoi la jeune classe bourgeoise se met en état de maîtriser la nature pour développer ses forces productives. En suivant cette voie, on peut facilement trouver dans Machiavel tel ou tel passage, telle ou telle forme d'expérimentation mentale, telle forme de généralisation établie pour fixer les variations d'un apport, qui autorise cette vue. On peut dire par exemple du *Prince* qu'il y procède par une énumération exhaustive de

différentes principautés, qui anticipe sur la règle des dénombrements complets de Descartes, on peut dire que dans les rapports de la vertu et de la fortune Machiavel établit comme une loi analogue à celles qui fixeront les commencements de la physique moderne, etc. et que d'une manière générale s'il abandonne l'imagination pour aller droit à la vérité effective de la chose, comme il dit, il procède selon l'esprit d'une science positive nouvelle qui ne se constitue et développe sous la condition absolue de ne plus prendre l'apparence au mot. Or je crois qu'à force de lui prêter ce discours de la positivité pure, on échoue toujours devant le manque déconcertant, devant le suspens de ses thèses, et le caractère, l'interminable d'une pensée qui reste énigmatique. Je crois qu'il faut aborder Machiavel d'un autre point de vue, et suivre en cela l'intuition de Gramsci.

Gramsci a écrit que *le Prince* était un **Manifeste politique**. Or le propre d'un Manifeste politique si on peut le considérer dans son modèle idéal est de ne pas être un pur discours théorique, un pur traité positif. Ce n'est pas que la théorie soit absente d'un Manifeste : s'il ne contenait des éléments positifs de savoir, il ne serait qu'une proclamation dans le vide. Mais Manifeste politique, qui donc veut produire des effets historiques, doit s'inscrire dans un tout autre champ que celui de la connaissance pure : il doit s'inscrire dans la conjoncture politique où il veut agir, et s'ordonner tout entier à la pratique politique provoquée par cette conjoncture, et par le rapport des forces qui la détermine. On dira que c'est là une recommandation tout à fait banale, mais la question se complique sérieusement quand on observe que cette inscription dans la conjoncture politique objective, extérieure, doit aussi être représentée *de l'intérieur du texte même qui la pratique*, si l'on veut inviter celui qui lit le texte du *Manifeste*, à se reporter lui-même à cette conjoncture en connaissance de cause, et à mesurer exactement la place qu'occupe ce *Manifeste* dans cette conjoncture. Autrement dit, pour que le Manifeste soit vraiment politique, et réaliste-matérialiste, il faut que la théorie qu'il énonce soit non seulement énoncée par le *Manifeste*, mais située par lui dans l'espace social où il intervient et où il pense. On pourrait montrer qu'il en va ainsi du Manifeste communiste : après avoir fait la théorie de la société existante, il situe la théorie des communistes quelque part dans cette société, dans la région d'autres théories socialement actives. Pourquoi ce redoublement et ce double enveloppement ? Pour situer dans la conjoncture historique analysée, dans l'espace des rapports de force analysés, la place idéologique qu'occupe cette théorie. Il s'agit là d'une double volonté : la volonté de bien marquer le genre d'efficacité qu'on peut attendre de la théorie, qu'on soumet ainsi aux conditions d'existence de la théorie dans le système social, et la volonté de qualifier le sens de la théorie par la position qu'elle occupe dans les conflits de classe. Je dis là en termes abstraits quelque chose qui est assez simple et qui est impliqué dans tout ce que Marx a écrit et que Gramsci a bien compris. Je veux dire que si la pensée de Machiavel est tout entière ordonnée à la réflexion sur la tâche historique de la constitution d'un Etat national, si *le Prince* se présente comme un Manifeste, lui qui savait d'expérience ce qu'était la pratique politique, non seulement pour avoir couru les ambassades d'Europe, conseillé des princes, connu César Borgia, mais aussi levé et organisé des troupes sur le terrain en Toscane, *si Machiavel prend en*



compte la pratique politique, - alors sa pensée ne peut pas se présenter sous les simples dehors de la positivité d'un espace neutre. On peut soutenir au contraire que, si la pensée théorique de Machiavel est déconcertante, c'est parce qu'elle distribue les éléments théoriques qu'elle analyse sur un tout autre dispositif que le simple énoncé des rapports constants entre des choses. Cet autre dispositif est celui que nous voyons dans *le Prince* et *les Discours*, un dispositif constamment hanté non seulement par les conditions variables de la pratique politique et par son aléatoire, par ce dispositif, mais aussi par sa position dans les conflits politiques et la nécessité que je viens d'indiquer de réinscrire ce discours théorique dans le champ politique dont il parle. Que cette exigence soit parfaitement consciente chez Machiavel, trop de passages en témoignent pour que je les cite. Je n'en retiendrai qu'un, qu'on trouve dans la dédicace du Prince :

« Je ne voudrais pas, [...] qu'on m'imputât à présomption, qu'étant de petite et basse condition, j'ose pourtant discourir du gouvernement des Princes et en donner les règles ; car comme ceux qui dessinent les paysages se tiennent dans la plaine pour contempler l'aspect des montagnes et des lieux hauts, et se juchent sur celles-ci pour contempler les lieux bas, de même pour bien connaître la nature des peuples, il convient d'être Prince, et pour bien connaître celle des Princes, il convient d'être populaire. »

Si l'on veut bien retenir que Machiavel n'a pas écrit un traité du Peuple, mais un traité du Prince, et qu'il annonce sans honte, tout au contraire comme un argument positif, sa « condition petite et basse », si on rapproche ces prises de position de tout ce qu'on trouve dans le Prince et les Discours, il est clair que Machiavel parle du Prince en se faisant peuple, qu'il appelle de tous ses vœux, et pense, la pratique d'un Prince qui fera l'unité italienne du point de vue du « populaire ». Or nous le savons par toutes ces analyses, invoquer le peuple, c'est invoquer la lutte, qui est une lutte de classe du peuple contre les grands, c'est donc inviter le Prince à réaliser sa mission historique en se gagnant l'amitié du peuple, c'est-à-dire, pour appeler les choses par leur nom, l'alliance du peuple contre les gentilshommes, ces féodaux que Machiavel condamne en termes très durs, parce qu'ils ne travaillent pas.

C'est, entre bien d'autres choses, cela qui a frappé Gramsci dans Machiavel. Il a l'un des tout premiers rapporté le caractère insolite du *Prince*, dont il a dit qu'il était une sorte de Manifeste, un discours vivant et non systématique, à la position politique de Machiavel et à sa conscience de la tâche politique qu'il plaidait. Je dis bien à sa conscience, car c'est de savoir quelle est sa position dans la lutte politique italienne, et d'en tirer les conséquences dans ce qu'il écrit, qui lui fait traiter la théorie comme il la traite, à la fois comme ce qui éclaire les grandes réalités sociales qui commandent la lutte politique, et comme un moment subordonné de cette lutte, inscrit quelque part dans cette lutte. Quelque part : pas plus qu'il ne pouvait dire qui fonderait l'État nouveau et en quel lieu d'Italie, Machiavel ne pouvait dire où s'inscrirait son oeuvre dans les luttes italiennes. Du moins savait-il qu'il se tenait en retrait, qu'il s'agissait d'un simple écrit, pas plus, qu'il abandonnait lui aussi, à la chance d'une rencontre anonyme.

Sa dernière solitude, c'est peut-être celle-là. Il savait que si sa pensée contribuait à faire un peu d'histoire, il ne serait plus là. Cet intellectuel ne croyait pas que les intellectuels fassent l'histoire. Et il en avait trop dit, à travers son utopie, sur les commencements de l'État national bourgeois, pour ne pas être démenti par cette histoire. Seule une autre pensée, proche de lui par ses refus et sa position pouvait le sauver de sa solitude : celle de Marx.

• Le texte de Louis Althusser « *Solitude de Machiavel* » reprend une conférence tenue à la Fondation Nationale des Sciences politiques en 1978. Ce texte est inédit en français sur papier, mais il a déjà été publié en Allemagne et en Grande-Bretagne.



Niccolò Machiavelli
Antonio Gramsci
Louis Althusser

